

Les événements survenus tout récemment viennent de donner une nouvelle tournure à la situation au Moyen-Orient. La Chambre des communes du Canada a rendu hommage au président Sadate d'Égypte et au Premier ministre Begin d'Israël pour le courage et l'imagination dont ils ont fait preuve en prenant l'initiative d'un dialogue direct. Nous espérons sincèrement que leur geste historique sera le tremplin qui permettra enfin d'en arriver à une paix juste et durable. Un nouveau climat semble d'ailleurs régner dans la région depuis que les dirigeants d'Israël et de l'Égypte ont, pour ainsi dire, rompu la barrière psychologique qui les séparait depuis si longtemps. Nous espérons que les autres voisins d'Israël et les représentants du peuple palestinien prendront part, eux aussi, au dialogue amorcé au cours du week-end à Jérusalem. Le gouvernement du Canada considère du reste que les États membres des Nations Unies ont le devoir moral et politique de favoriser la poursuite du dialogue et son élargissement afin que des négociations globales menant au règlement pacifique puissent démarrer le plus tôt possible.

8. La question de Chypre

Fournisseur de troupes à la Force des Nations Unies à Chypre (UNFICYP) depuis sa création en 1964, le Canada s'inquiète de voir que la présence de la Force n'a pas favorisé l'avènement d'une solution politique aux problèmes de l'île. Le Canada a aussi soutenu l'appel spécial du Secrétaire général en faveur d'une augmentation ou de l'apport de nouvelles contributions au budget de l'UNFICYP destinées à alléger un déficit croissant. Tout en exhortant le Secrétaire général à continuer sa mission de bons offices afin que se poursuivent les entretiens intercommunautaires de Chypre, le Canada constate que les négociations ne connaîtront aucun progrès sensible tant que les Cypristes turcs ne démontreront pas qu'ils sont disposés à faire des concessions territoriales et les Cypristes grecs à discuter de nouveaux arrangements constitutionnels. Telles sont les opinions exprimées le 8 novembre 1977 par M. Barton, représentant permanent du Canada aux Nations Unies, lors du débat en plénière sur Chypre.

* * * * *

En 1974 et 1975, le Canada s'est joint à la grande majorité des États membres de l'ONU qui firent adopter les résolutions sur Chypre. Il a également soutenu le Secrétaire général dans son rôle de médiateur entre les deux communautés cypristes et a continué d'appuyer le travail tant du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés que des membres du Comité international de la Croix-Rouge à Chypre.

Mais, c'est la présence dans l'île, depuis maintenant treize ans, des soldats canadiens engagés dans la Force des Nations Unies qui se trouve au centre des préoccupations canadiennes. Plus de 19,000 Canadiens ont servi à Chypre pendant cette période. Nous sommes fiers de la contribution que ces hommes ont apportée - aux côtés de leurs camarades (soldats et policiers) de Grande-Bretagne, de Suède, du Danemark, de Finland, d'Autriche, d'Irlande et d'Australie - aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies.